



Government
of Canada

Office of the
Chief Science Advisor

Gouvernement
du Canada

Bureau de la
Conseillère scientifique en chef

Le 20 mars 2023

Lettre envoyée par courrier
électronique à l'adresse :
SRSR@parl.gc.ca

Keelan Buck

Greffier du Comité permanent de la science et de la recherche
Chambre des communes
131, rue Queen, sixième étage
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur,

Je remercie le Comité permanent de la science et de la recherche de solliciter mon opinion sur certains de leurs sujets d'études. Les membres du Comité et moi partageons un même intérêt pour le développement des capacités de recherche du Canada et pour le rayonnement de la culture scientifique et la dissémination des connaissances au sein de notre société.

La question de la langue d'exécution et de diffusion de la science est à la fois importante et complexe, non seulement pour le Canada, mais pour l'ensemble des pays dont la langue de vie n'est pas l'anglais. Comme point de départ, reprenons les interrogations du député Maxime Blanchette-Joncas :

Actuellement, le français est pratiquement absent du domaine des sciences au Canada. Comment peut-on penser mobiliser les citoyens et la population par la science si celle-ci est exprimée dans une langue qui ne rejoint pas le quart de la population? Comment fait-on pour intéresser et mobiliser une communauté si celle-ci n'a pas directement accès aux documents scientifiques dans sa langue commune et nationale?

On ne peut trouver un meilleur moment pour discuter de la place du français dans le monde de la recherche qu'en cette journée internationale de la Francophonie.

Parlé par plus de 300 millions de personnes sur la planète, le français perd néanmoins du terrain face à l'hégémonie de la langue anglaise dans la diffusion du savoir scientifique, particulièrement – mais pas exclusivement – du côté des sciences naturelles et des sciences de la vie. Il n'y a pas de solution simple à ce défi qui, depuis plus d'un demi-siècle, est commun à toutes les langues autres que l'anglais. En effet, bien que les équipes de recherche fonctionnent souvent dans la langue d'usage du pays, elles choisissent quand même de publier les résultats de leur recherche en anglais pour rejoindre le plus grand nombre de scientifiques à travers le monde.

D'ailleurs, le système d'évaluation des chercheurs comporte plusieurs critères liés à la diffusion de leurs résultats, dont la qualité de la revue scientifique où apparaissent leurs travaux, ainsi que le nombre de fois qu'ils sont cités par d'autres chercheurs. Comme les revues scientifiques d'envergure sont presque toutes publiées en anglais, il y a peu d'incitatifs pour présenter ses travaux dans une autre langue – au contraire, il pourrait même y avoir des répercussions négatives à ne pas le faire.

Cela étant dit, il est essentiel pour le Canada de maintenir la vitalité du français en recherche, de faciliter l'accès aux connaissances en français et de favoriser un dialogue citoyen en français au Canada et dans l'ensemble de la francophonie. Compte tenu de la réalité mondiale de la science, il faut envisager une batterie de mesures d'intervention. Parmi ces mesures, en voici quelques-unes qui mériteraient, à mon avis, d'être explorées :

1. Soutenir la recherche scientifique en milieu francophone et encourager la formation de réseaux de chercheurs francophones d'un bout à l'autre du Canada et dans le monde. Pour ce faire, il faudrait mettre sur pied un programme d'appui à la coopération scientifique et à la mobilité de chercheurs entre le Canada et les pays de la francophonie. La science mérite d'avoir sa place dans les relations entre le Canada et les pays de la francophonie internationale, au même titre que la culture et les affaires.
2. Miser sur un organisme déjà établi qui œuvre à l'échelle nationale, comme l'Acfas, pour promouvoir et favoriser la science en français (de la pratique de la science à la diffusion de ses résultats).
3. Appuyer la publication en français d'articles de vulgarisation scientifique ainsi que des articles de revue qui résument l'état des connaissances qui peuvent servir à la fois aux décideurs et au grand public. De telles publications ont déjà existé mais elles se sont éteintes faute de financement soutenu. Les plateformes numériques facilitant la diffusion, le gouvernement pourrait travailler avec l'Acfas et les autres sociétés savantes du Canada pour élaborer des options durables.
4. Développer des outils en ligne sophistiqués pour effectuer la traduction du français vers l'anglais, ou l'inverse, des textes scientifiques. Cela encouragerait la publication d'articles scientifiques en français et assurerait leur diffusion et leur utilisation dans le monde entier. Ces outils donneraient aussi accès aux francophones à des textes scientifiques publiés dans d'autres langues, incluant l'anglais. La puissance de l'intelligence artificiel pourrait être mise à contribution, et le gouvernement, par l'entremise du Conseil national de recherche du Canada ou de Bibliothèque et Archives Canada, pourrait appuyer le développement d'une telle application et la rendre disponible.
5. Mettre sur pied un Bureau pour la science en français afin d'assurer le suivi et la coordination des efforts, et de mesurer les progrès accomplis. Cette équipe pourrait être placée au sein d'un cabinet ministériel (celui de la Ministre des langues officielles ou celui du Ministre de l'innovation, des sciences et de l'industrie), ou rattachée au Bureau du Conseiller scientifique en chef ou encore au Comité de coordination de la recherche au Canada. Un tel bureau proposerait des actions concrètes à mener par les principaux

organismes qui gèrent et distribuent les fonds fédéraux consacrés à la recherche. Il pourrait servir de guichet unique où l'on retrouverait l'ensemble des initiatives et programmes qui soutiennent la science en français et la rendent disponible à tous.

Je termine en reconnaissant que ces éléments de réflexion auraient besoin d'être développés davantage et validés par des consultations auprès d'acteurs clés de l'écosystème canadien de la recherche scientifique.

Bien que la défense et la promotion du français dans la pratique des sciences soit un sujet qui m'intéresse sur le plan personnel, ce n'est pas une composante explicite du mandat actuel du Conseiller scientifique en chef du Canada. Il serait peut-être opportun de considérer un tel ajout dans l'avenir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mona Nemer', with a stylized flourish at the end.

Mona Nemer, C.M., C.Q., MSRC
Conseillère scientifique en chef du Canada